

## Introduction

Une part notable de la jeunesse bretonne s'est tournée, au début de la décennie 1960-1970, vers la danse, la musique, la langue et l'histoire de la Bretagne. À cette époque aussi, de vives inquiétudes se faisaient jour quant au développement économique de la région, déclenchant des mouvements sociaux, notamment chez les paysans. En même temps, un mouvement, très minoritaire certes mais non négligeable, cherchait à lier aspects culturels et économiques pour fonder une revendication politique spécifique à la Bretagne.

Engagé à cette époque dans ce qu'on appelle le mouvement breton, je pris part aux débats passionnés d'alors. De là est née chez moi une réflexion sur le sentiment breton dans ses deux expressions principales, le régionalisme et le nationalisme.

Ces deux courants, nous allons les retrouver tout au long de ce livre, non pas sous la forme qu'ils ont acquise au <sup>xx</sup>e siècle, où les questions institutionnelles et la dimension politique ont pris de l'importance, mais tels qu'ils furent à leur naissance, au siècle dernier. C'est en effet sous la monarchie de Juillet que des jeunes gens nés entre le Directoire et la fin de l'Empire commencent à exprimer des idées qui vont faire leur chemin : décentralisation, émancipation de la province, exaltation de la civilisation traditionnelle – rurale et chrétienne – face au monde de la ville et de l'industrie, celtisme opposé à la culture classique d'origine latine et grecque, etc.

Le plus connu de ces jeunes gens est La Villemarqué, dont le fameux *Barzaz-Breiz*, paru pour la première fois en 1839, devint bientôt l'objet d'une polémique intense, érudite mais grosse d'implications idéologiques. Dans les années qui suivent apparaissent d'autres jeunes pleins d'ardeur : Aurélien de Courson, Arthur de La Borderie, Vincent Audren de Kerdel, Guillaume Lejean et bien d'autres qui vont modifier en profondeur la vision que l'on avait jusqu'alors du passé breton. Mais, comme nous le verrons, ce travail de connaissance est puissamment investi par la façon dont ces auteurs voient le monde dans lequel ils vivent. Si les options politiques demeurent le plus souvent sous-jacentes, en revanche les questions religieuses, littéraires, esthétiques que pose le <sup>xix</sup>e siècle sont au cœur des problèmes que nous allons développer.

Rééditant en 1977 l'*Essai sur la langue bretonne* (1847) de La Villemarqué, Bernard Tanguy en donnait un commentaire qui, sous le titre de *Aux origines du nationalisme breton*, constituait la première approche synthétique des idées dont le mouvement breton a hérité. Bernard Tanguy reprenait sur le terrain philologique certaines positions exprimées par le professeur François Falc'hun au sujet de l'histoire de la langue bretonne. Comme ce dernier avait montré que l'on ne pouvait dissocier la

langue bretonne de l'état linguistique de l'ensemble de la Gaule dans les derniers siècles de l'empire romain, Tanguy mettait la formation des idées bretonistes en rapport avec l'ensemble des courants culturels, religieux, idéologiques et politiques qui agitaient la société française au XIX<sup>e</sup> siècle. La lecture de son livre a contribué à cristalliser les réflexions que j'avais menées de mon côté depuis la fin des années soixante, à travers diverses publications, sur la question bretonne et le problème du nationalisme en général. Ce que Bernard Tanguy avait mis en évidence à partir d'une approche philologique me sembla devoir être repris quant aux productions historiques, tant il est vrai que, en Bretagne comme ailleurs, l'image du passé est l'épine dorsale d'un mouvement se voulant de type national.

C'est ainsi que j'aboutis à un travail sur l'historiographie bretonne. *Historiographie* : ce terme est peu élégant, mais il désigne fort bien une discipline qui n'a cessé de prendre de l'importance ces dernières années. L'historiographie, c'est l'histoire de l'histoire, c'est-à-dire ce qui nous permet de voir comment, à un moment donné de son évolution, une société cherche à modifier l'image du passé, de son propre passé en particulier. Ainsi en France, comme à la même époque dans toute l'Europe, s'est développée à partir de la Restauration une approche résolument nouvelle du passé national. Guizot, Augustin Thierry, Mignet, Michelet, Sismondi, Barante, Fauriel, Benjamin Guérard, Léopold Delisle, pour ne citer que les principaux, ont été les artisans de ce mouvement qui repensait totalement l'histoire de France telle qu'elle avait été pratiquée sous l'Ancien Régime.

Or, les historiens bretons dont nous allons nous occuper ont été étroitement mêlés à ce mouvement. Aurélien de Courson, Louis de Carné, Aymard de Blois, Eugène de La Gournerie, Arthur de La Borderie, La Villemarqué (historien de la langue et de la littérature), Armand Duchatellier, Guillaume Lejean, Anatole de Barthélemy, Jules Geslin de Bourgogne, Prosper Levot, etc. : autant d'hommes, connus et moins connus, qui vont bâtir une nouvelle histoire de Bretagne. Si depuis les méthodes ont bien changé, si les historiens contemporains ont bien souvent détruit les constructions de leurs devanciers, ceux-ci n'en ont pas moins produit une œuvre remarquable. Cette œuvre nous intéresse d'autant plus que, par-delà la reconstitution du passé, ils ont nourri une image de la Bretagne encore très largement vivante – trop largement, entend-on parfois dire –, dont les effets dépassent de beaucoup les sphères érudites.

Mais je ne me suis pas intéressé qu'à quelques personnalités. Au contraire même, il m'est rapidement apparu que les travaux majeurs des historiens bretons ne pouvaient se comprendre que si on étudiait les milieux dans lesquels et grâce auxquels ils avaient pu naître. Ces milieux sont de deux types : tout d'abord les Sociétés savantes bretonnes, sociétés académiques, archéologiques, d'émulation, au nombre de huit à l'époque considérée et qui rassemblent quelque huit cents curieux et érudits, dont cinq cents productifs, allant de l'aimable dilettante ayant trouvé de vieux papiers dans son grenier jusqu'à l'historien professionnel. Aujourd'hui, la seule Société archéologique du Finistère compte environ deux mille membres et la Société archéologique de l'arrondissement de Saint-Malo près d'un millier : les cinq cents érudits du XIX<sup>e</sup> siècle ont donc fait œuvre de pionniers.

L'autre type de milieux est à l'échelon national : d'une part il s'agit principalement des organisations créées par Guizot, lorsqu'il était ministre de l'Instruction publique, sous le nom de Comité des travaux historiques. Ce Comité, qui existe toujours, s'est

doté à partir de 1835 de correspondants départementaux et c'est à ce titre qu'il nous intéresse. D'autre part, Arcisse de Caumont, célèbre archéologue normand – « archéologue » est le terme consacré au XIX<sup>e</sup> siècle pour désigner toute personne qui s'occupe du passé, proche ou lointain, à partir de ses monuments –, a créé de son côté un ensemble d'organisations qui concurrencent celles de l'État et se sont elles aussi donné des correspondants locaux. Les organisations Caumont sont celles qui ont exercé la plus forte influence en Bretagne, elles sont directement à l'origine de la création de l'Association bretonne en 1843. Cette Association nous retiendra longtemps en raison d'une « classe d'archéologie » créée en son sein par les historiens bretonistes, classe qui fut le lieu d'affrontements vifs et dont la turbulence sera directement cause de la suppression de l'Association en 1859.

Les sociétés savantes bretonnes et les organisations nationales avec leurs relais locaux sont les bases mêmes de notre étude. La documentation provient en premier lieu des volumes de comptes rendus de séances et de Mémoires publiés par ces sociétés tout au long du siècle. Nous y avons puisé une foule de renseignements sur leur vie, celle de leurs membres, les sujets traités. Ces problèmes n'avaient en effet été abordés que de façon fragmentaire, dans des articles de revues<sup>1</sup> ou dans des ouvrages comme ceux de Bernard Tanguy, de Francis Gourvil sur La Villemarqué, de Claude Langlois sur le diocèse de Vannes, de Jacques Léonard sur les médecins de l'Ouest, de Denise Delouche sur les peintres bretons, de Noël Blayau sur Billault, de Guy Frambourg sur le docteur Guépin, etc.

Mais bien entendu, le recours aux travaux contemporains et aux sources imprimées du XIX<sup>e</sup> siècle n'aurait pas suffi à pousser l'analyse à la profondeur souhaitée. Aussi l'essentiel de cet ouvrage est-il fondé sur un recours intensif aux documents inédits provenant tant des Archives nationales et départementales que de dépôts aussi nombreux que divers, comme les archives de l'Institut, les archives Montalembert à La Roche-en-Brenil, les archives des assumptionnistes à Rome, les bibliothèques municipales de Nantes, de Rennes et bien d'autres dont on trouvera le détail en fin de volume.

Espérons en passant que les résultats de ce recours encourageront les détenteurs des nombreuses et importantes archives privées qui se trouvent en Bretagne à les ouvrir davantage aux chercheurs.

Tout cela m'a permis de dresser un tableau aussi fouillé que possible, illustrant la vie intellectuelle et culturelle bretonne au siècle dernier et racontant la lutte entre le Comité des travaux historiques et les organisations Caumont pour la maîtrise des études historiques nationales et régionales. Bien qu'il n'y ait pas lieu de voir des clivages trop rigides et des distributions gauche-droite de type moderne, il apparaît que les milieux d'historiens bretons se distinguent en courants nettement distincts à propos de quelques questions clefs : extension des libertés locales – municipales et départementales –, ou centralisation ; continuité entre le passé et le présent, ou rupture radicale de 1789 ; exaltation de solidarités fondées sur des valeurs invisibles, mystiques et mythiques, puisées soit dans le celtisme soit dans le christianisme (avec les inévitables heurts entre paganisme et religion révélée), ou préférence accordée aux valeurs par

1. Il faut tout particulièrement rendre hommage à la *Nouvelle Revue de Bretagne*, parue de 1947 à 1953. Animée par une pléiade de grands érudits régionaux sous la direction d'Adolphe Le Goaziou, elle a magnifiquement illustré les liens entre la vie culturelle en Bretagne et l'ensemble de la vie culturelle nationale et internationale.

lesquelles la bourgeoisie a fait son ascension du XI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle et aux mouvements sociaux qui en découlèrent ; civilisation rurale saine vue comme inaltérable, ou monde des villes corrompu vu comme en constante mutation. Ce sont toutes ces questions qui, de façon plus ou moins voilée selon les moments et les tempéraments individuels, apparaissent au cœur des débats historiographiques que nous allons retracer.

Ces débats, avons-nous dit, ne sont pas circonscrits aux milieux érudits, car contrairement à une image trop répandue et injuste, ces milieux sont loin d'être repliés sur eux-mêmes. Les journalistes, qui aiment parfois conforter les stéréotypes, ne manquent pas d'évoquer, lorsqu'ils parlent des bibliothèques, les « rats » qui en seraient paraître il les usagers, lesquels seraient bien évidemment d'âge canonique et d'aspect chenu. Pourtant, il suffit de regarder les salles de lecture des bibliothèques et des archives départementales, pour voir que la jeunesse n'y fait point défaut et que se pencher sur le passé n'implique pas nécessairement que l'on se détourne du présent. Il en allait exactement de même au XIX<sup>e</sup> siècle. Guillaume Lejean commence à écrire sur l'histoire bretonne à l'âge où le poète dit que l'on n'est pas sérieux ; La Borderie entre tout armé dans la carrière à 19 ans ; La Villemarqué publiant le *Barzaz-Breiz* est un jeune homme de 24 ans, l'âge de Courson quand il entreprend ses recherches. Enthousiasme et audace les animent, non sans quelque ingénuité parfois.

Loin de s'isoler du monde, ils veulent travailler pour lui, lui transmettre leurs connaissances avec passion. En particulier, nous devons à tous ces chercheurs et érudits des Sociétés savantes l'un de leurs résultats les plus évidents : c'est grâce à eux et aux organisations nationales qu'ont été sauvés les alignements de Carnac, le monument de Gavrinis, l'enceinte de Guérande et les remparts de Dinan et aussi le prétoire du XVII<sup>e</sup> siècle de Guerlesquin et tant d'autres monuments civils et religieux. C'est grâce à eux et à des milieux qui partageaient leurs vues qu'ont été érigées les flèches de la cathédrale de Quimper, qu'a été achevée la cathédrale de Nantes, qu'ont été dégagés ces monuments de la masse de bâtisses qui les enserraient. C'est à eux encore que l'on doit la collecte des chansons populaires et des traditions qui étaient au bord de se perdre. Bref, cette réceptivité si forte aux témoignages du passé, qui nous anime tant aujourd'hui, c'est entre 1820 et 1870 qu'elle est née. De ce point de vue, notre travail se veut un hommage à tous ces érudits, humbles ou connus, même si la manière dont ils fouillaient les sites archéologiques plonge dans la consternation les savants actuels.

Terminons cette introduction par quelques mots sur le titre de ce livre. Le bretonisme n'est pas le seul mouvement historiographique du XIX<sup>e</sup> siècle breton. Il a eu ses opposants et en définitive ceux-ci, comme nous le verrons, l'ont emporté. Mais le bretonisme, à la différence des autres courants – celui des romanistes, par exemple, qui est son principal adversaire –, a cherché à se constituer, à s'organiser. Il a créé la classe d'archéologie de l'Association bretonne, il a tenté de fédérer les Sociétés savantes sous sa houlette. Il s'est donné des moyens d'expression, au premier rang desquels la *Revue de Bretagne et de Vendée*, créée en 1857 par La Borderie. Son essor, dès le début des années quarante, se produit au moment où la société française, ayant définitivement rompu avec la légitimité monarchique, entame la conquête de la démocratie, retardée par le manque de maturité de la Seconde République et le coup d'État de décembre 1851. Son aboutissement se situe au moment où, vers 1880, avec le triomphe des républicains, l'Université prend la direction des études historiques.

Le bretonisme fut constitué par des militants catholiques qui avaient compris – même s'ils ne surent ou ne voulurent pas le dire clairement – que le salut des valeurs qui leur étaient chères passait par la redéfinition de la relation entre ces valeurs et la société moderne. Nous verrons que l'image de la Bretagne qu'ils ont contribué à façonner est l'un des résultats majeurs de cet effort. À cet égard, il serait erroné de voir dans les bretonistes des réactionnaires du seul fait qu'ils s'opposèrent à la montée de la démocratie. Tout autant que pour leurs adversaires libéraux et républicains, 1789 est pour eux une origine. Liés aux mouvements qui au plan national s'efforcèrent de repenser la société selon la tradition, encouragés par ces mouvements, parfois même quasiment suscités par eux, les bretonistes furent donc une composante de la société moderne bretonne, nationale et européenne. C'est pour cela que nous avons donné à leur étude toute l'importance qu'elle mérite. Le bretonisme n'est pas le mouvement breton, mais celui-ci en est l'héritier et nous verrons que ses contradictions, sa faiblesse chronique sur le plan politique et ses impasses trouvent leurs origines au XIX<sup>e</sup> siècle. Mais nous verrons aussi, en étudiant les autres courants du mouvement historiographique breton, tout ce que l'essor de la conscience régionale doit à ceux qui créèrent et animèrent les Sociétés savantes. Nous verrons comment, dans ces milieux encore mal connus, l'intérêt pour le passé se mêlait étroitement aux préoccupations économiques et sociales.

En définitive, nous avons cherché à dépasser la relation classique entre histoire nationale et histoire régionale. Celle-ci n'est pas, comme trop souvent dans le passé, la servante de celle-là, vouée à illustrer des résultats généraux par des exemples locaux. Plan régional et plan national sont en constante interaction. L'initiative appartient à l'un et à l'autre, la créativité peut exister partout.

Mars 1987